

Les prix de détail ont pesé sur la reprise de la consommation

La baisse de la consommation de viande bovine, entamée fin 2000, est plus forte que celle de 1996. Dans cette deuxième crise de la « vache folle », les prix augmentent au détail alors qu'ils chutent à la production.

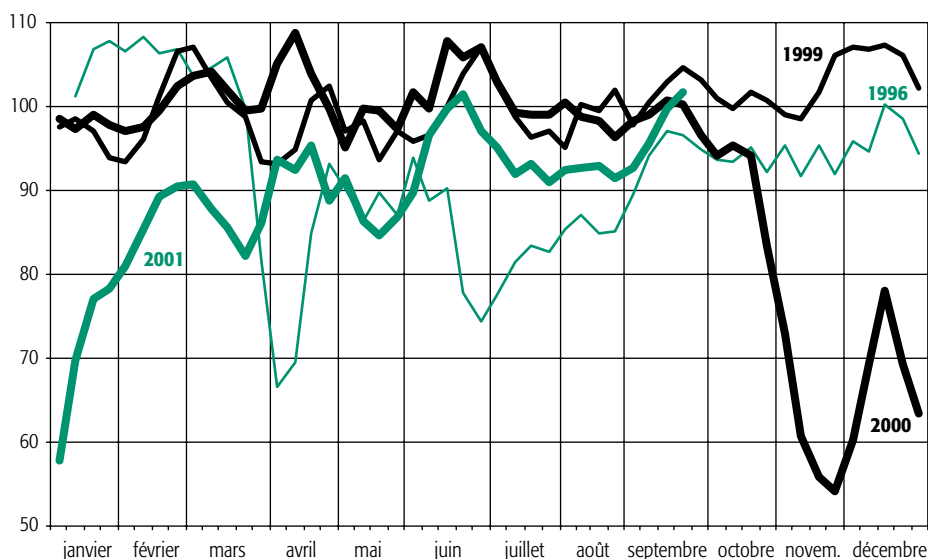
Une année. C'est le temps qui a été nécessaire pour que la consommation de viande bovine retrouve son niveau de septembre 2000. La crise, déclenchée fin octobre 2000, est née de l'annonce de la mise sur le marché de viande provenant de bêtes qui avaient été en contact avec une vache atteinte d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). La chute des achats des ménages atteint 24 % au quatrième

trimestre 2000 par rapport à la même période de 1999. Ils avaient été stables pendant les neuf premiers mois de l'année. Les achats reprennent en janvier 2001, mais demeurent inférieurs de 16 % à l'année précédente sur les huit premiers mois de 2001. La défiance envers la viande bovine touche en premier lieu la viande hachée. À une baisse de consommation des ménages de 2 % des trois premiers trimestres de 2000, succède une chute de 28 % pendant les trois derniers mois l'année. La viande à rôtir, à poêler ou à griller résiste mieux. Les ventes avaient progressé de 2 % de janvier à septembre 2000, elles diminuent de 18 % sur le dernier trimestre. La première crise de l'ESB de 1996 avait été moins profonde et moins durable. Elle avait débuté en mars, et en fin d'année l'ensemble des utilisations de viande bovine n'étaient plus en retrait que de 7 % sur leur niveau de 1995.

En 2001, la consommation se rapproche de la normale après une année de crise

Indicateur hebdomadaire de consommation apparente de viande bovine

Indices 100 pour la moyenne des années 1995 et 1998



Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

Hausse de prix de détail

Autre différence de taille entre les deux crises : cette fois la baisse des ventes va de pair avec une hausse des prix de détail. Pour l'ensemble de la viande de gros bovins les prix moyens augmentent de 8 %, au



➤ plus fort de la crise, pendant le quatrième trimestre 2000. Ils avaient déjà progressé de 3 % sur les neuf premiers mois. Même ceux de la viande hachée, pourtant boudée par les consommateurs, augmentent de 2 % d'octobre à décembre 2000, après 3 % les neuf premiers mois. En 1996, les mouvements de prix à la consommation avaient été différents. Les prix du bœuf à rôtir, recherché par les consommateurs, avaient augmenté pendant les trois premiers mois de la crise. Ils avaient baissé par la suite, terminant l'année plus haut qu'ils ne l'avaient commencée. Les prix de la viande à braiser avaient plongé pendant près de huit mois. Ceux du bœuf haché, qui n'était pas encore montré du doigt, n'avaient guère bougé pendant le plus gros de la période. Au total, la baisse des cours de la viande bovine lui avait permis de gagner une certaine compétitivité sur les autres viandes.

Baisse du prix des vaches

Si les prix de détail montent en fin d'année 2000, ceux payés aux éleveurs comme les cours en sortie d'abattoir baissent. La

chute des cotations est surtout marquée pour les vaches de réforme issues du troupeau laitier. Elle atteint 27 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2000. Et ces cours perdent encore 5 % au cours du premier trimestre 2001. La baisse des cotations est moins prononcée pour les vaches allaitantes, avec un recul des cours de 19 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2000. Près d'un an après le début de cette crise, les prix payés aux éleveurs

Un an après le début de la crise, les prix payés aux éleveurs demeurent en retrait de leur niveau initial

demeurent très en retrait de leurs niveaux du troisième trimestre 2000. Les cours de l'ensemble des vaches sont également plus faibles que leur point bas de 1996. Lors de la crise précédente, les cours des vaches de réforme laitières avaient déjà plongé plus rapidement que ceux des vaches allaitantes. Mais une année avait

suffi pour effacer ces baisses. En 2000, le recul des prix en sortie d'abattoirs atteint 6 % entre le troisième et le quatrième trimestre. Cette baisse se poursuit en 2001 : au troisième trimestre les prix sortie abattoir se situent 12 % en dessous de leur niveau de 2000, cependant ils restent supérieurs au minimum enregistré en fin d'année 1996.

Cinquième quartier

Les évolutions disparates de prix entre les différents stades de la filière s'expliquent partiellement par les modes de commercialisation des animaux. La tradition de la filière veut que les abattoirs soient rémunérés par la commercialisation du « cinquième quartier », c'est-à-dire tout ce qui n'est pas vendu aux bouchers avec la carcasse. La viande ne représente de toute façon que 36 % du poids d'un bovin vivant. Or le chiffre d'affaires des peaux, des déchets vendus à l'industrie, et des abats baisse depuis plusieurs années. La fabrication d'articles de cuir est concurrencée par les produits synthétiques, ce qui restreint la vente aux plus belles peaux. La réglementation instaurée depuis 1996 a aussi limité la commercialisation des déchets bovins. L'interdiction des farines et graisses animales dans l'alimentation du bétail a réduit la valorisation globale des animaux. D'où la tentation pour les entreprises d'abattage, de limiter la baisse du prix des carcasses pour équilibrer leurs comptes.

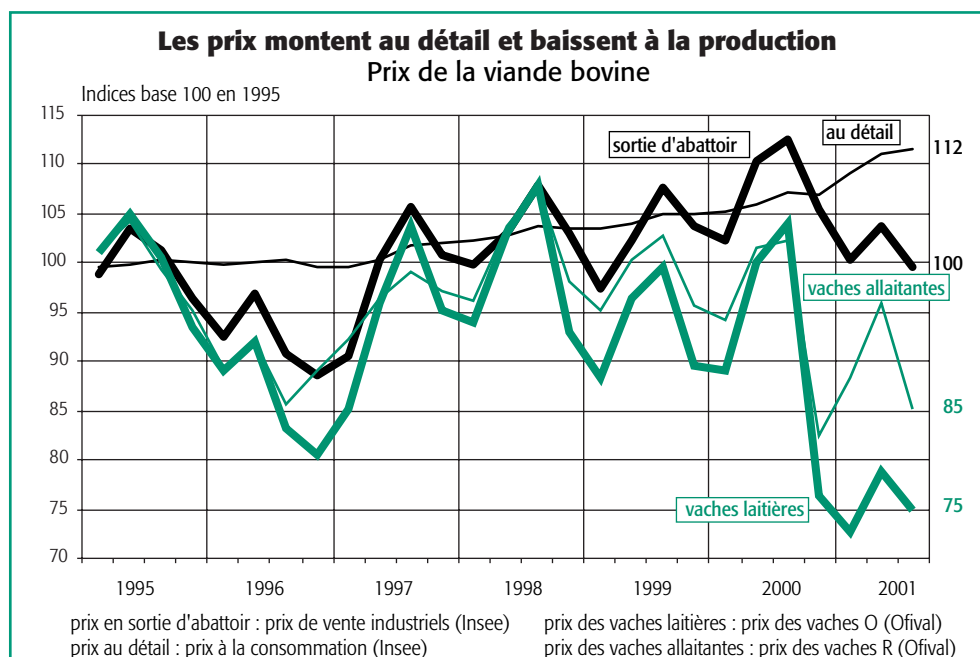
Charges nouvelles

Les nouvelles règles sanitaires pèsent aussi sur les prix de détail. Le coût du dépistage de l'ESB se répercute sur tous les maillons de la filière en aval de l'abattage. L'opération concerne les animaux de plus de trente mois depuis le début juillet. La limite d'âge est ramenée à vingt-quatre mois au début juillet. L'Union européenne verse une participation de près de 15 euros ➤

Pour en savoir plus...

■ « Le bœuf à l'index, la volaille dans l'assiette », *Agreste-Primeur*, n° 18, mai 1997

et le site Internet du Scees : agreste.agriculture.gouv.fr



> par tête, soit un peu plus du tiers du coût total. L'accord Interbev de septembre 2001 fixe les conditions du report sur l'aval de la filière du complément. Les contraintes sanitaires liées au traitement des carcasses, comme le retrait de la moelle épinière, se développent et induisent des frais supplémentaires dans les abattoirs. Elles pèsent aussi indirectement sur les entreprises de distribution qui payent depuis le début de l'année 2001, une taxe d'achats sur les viandes plus élevée.

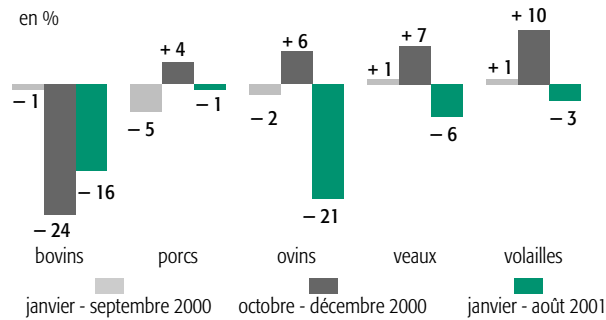
Recherche de la qualité

Les craintes des consommateurs les poussent à rechercher des produits qui les rassurent. Répondant à des critères bien précis, ces viandes sont plus onéreuses. Pour relancer la consommation de viande bovine, l'ensemble de la filière met d'ailleurs en avant des critères de qualité qui se traduisent par des prix plus élevés. De janvier à juin 2001 les animaux non testés de plus de trente mois sont retirés du marché. Ce sont essentiellement des vaches de réforme laitières, qui laissent la place sur le marché à des animaux mieux conformés et plus chers. Les consommateurs privilégient aussi des circuits de distribution plus coûteux. Le volume des ventes des boucheries artisanales est moins affecté, au plus profond de la crise, que celui de la grande distribution. Les hypermarchés et les supermarchés maintiennent toutefois le chiffre d'affaires de leur rayon viande en compensant la baisse des quantités par des prix unitaires plus élevés. C'est ce qu'indique l'enquête effectuée, au cours de l'été, par l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.

Reports

Délaissant la viande bovine, les consommateurs se reportent sur les autres viandes. Mais

La consommation se reporte sur les autres viandes Variation en glissement annuel des achats des ménages

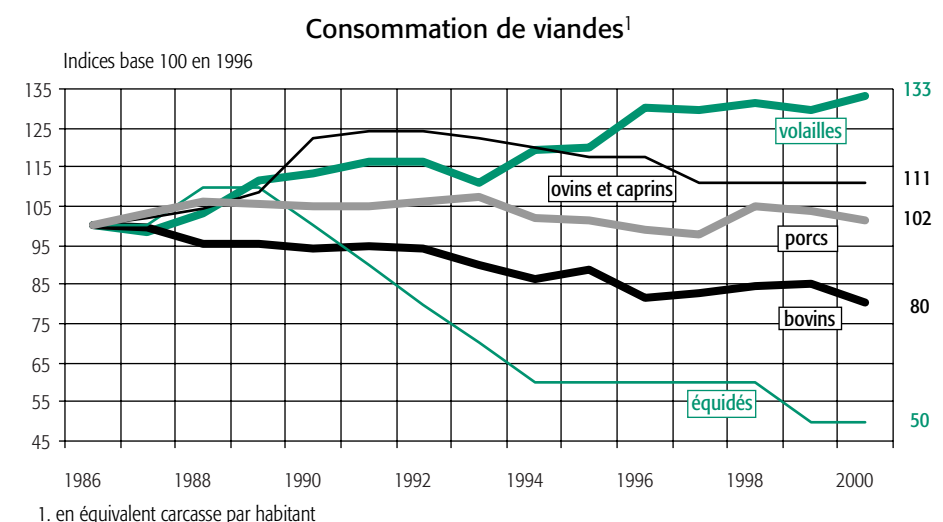


Source : Agreste - Secodip

l'ensemble de leurs achats de viande reculent en 2001 essentiellement à cause des hausses de prix. Les principaux reports concernent la viande de volailles. Les ventes étaient stables de janvier à septembre 2000 tandis que les prix progressaient de 3 %. Les achats s'accroissent de 10 % au dernier trimestre avec une augmentation de 7 % des prix. Ce mouvement s'inverse sur les ventes au cours des huit premiers mois de 2001 (- 3 %) mais se poursuit sur les prix (+ 9 %). Contrairement à ce qui se passe pour les autres viandes, les collectivités assurent l'essentiel de la croissance de la consommation de volailles en 2000. La volaille demeure

la viande la moins onéreuse et a pu remplacer le bœuf lorsqu'il a été exclu de la restauration scolaire. Les achats de veau des ménages progressent de 7 % au dernier trimestre 2000 alors qu'ils n'avaient augmenté que de 1 % sur les neuf premiers mois. L'attrait du veau disparaît en 2001, les ventes reculant de 6 % de janvier à août en relation avec une hausse de 6 % des prix. Les cours avaient progressé de 3 % tout au long de l'année 2000. Progression également des ventes de viande ovine. Elles augmentent de 6 % en fin d'année 2000 malgré des prix en hausse de 8 %. Les ventes avaient reculé de 2 % durant les neuf premiers mois avec une hausse des prix de >

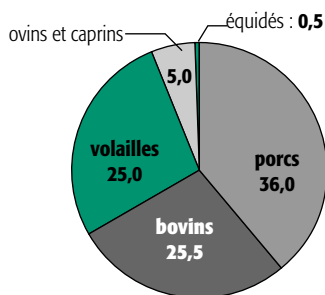
En 15 ans, la consommation de volailles s'envole, celle de bœuf s'essouffle



Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

Le porc est la viande la plus consommée

Consommation de viandes en 2000
en kilogramme d'équivalent carcasse



Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

➤ 4 %. Les restrictions de mouvements d'animaux et produits animaux liées à la fièvre aphteuse enravent la hausse des ventes en février 2001. Après la fermeture du marché britannique, touché par la fièvre aphteuse, la viande ovine n'est plus disponible qu'en quantités réduites. Conséquence : les prix s'enflamment. La crise bovine, qui intervient dans un contexte de prix élevés du porc, profite peu à cette viande. Les cours du porc avaient progressé en moyenne de 10 % sur les trois premiers trimestres de 2000, entraînant une baisse des achats de 5 %. À la fin de l'année, les achats gagnent 4 % tandis que les prix augmentent de 10 %. Les volumes se stabilisent sur les huit premiers mois de 2001, alors que les prix progressent de 13 %.

Place à la volaille

La substitution de la volaille au bœuf ne date pas des deux crises de la « vache folle ». Elle se produit à partir des années quatre-vingt quand la consommation totale de viande par habitant se stabilise. La viande de bœuf n'a plus la cote. Les Français en achètent en

moyenne 440 grammes de moins chaque année de 1980 à 2000. Ils lui préfèrent la volaille, moins chère et plus diététique, dont la consommation augmente annuellement de 470 grammes par habitant. Les achats de porcs fluctuent beaucoup d'une année à l'autre en fonction des prix, mais évoluent peu sur longue période. La consommation des viandes ovines ou équinnes demeure limitée. Une fois effacée la crise bovine de 1996 et celle de la dioxine de 1999, les achats de bœuf et de volailles s'équilibrent. Ils sont aujourd'hui proches de 25 kilogrammes par personne et par an sur un total de 90 kilogrammes de viande. Si la crise actuelle était surmontée comme la précédente, en

retrouvant les tendances de consommation, la consommation totale de viande n'augmenterait que de 1 % à l'horizon 2005, pour l'essentiel en raison de la croissance de la population. Les achats de bœuf diminueraient de l'ordre de 7 %, mais seraient compensés par une hausse de 11 % des ventes de volailles. Avec 39 % des quantités vendues, le porc resterait la viande préférée des Français. La volaille arriverait ensuite avec 30 % des ventes contre 27 % en 2000. Et la viande de bœuf ne représenterait plus que 26 % des ventes contre 28 % aujourd'hui.

Martine Champel

Scees - Bureau de l'analyse de la conjoncture

Méthodologie

■ Les quantités de viande consommées en France sont estimées au moyen de bilans qui rapprochent les disponibilités des utilisations des viandes. La consommation est obtenue en additionnant les abattages contrôlés et les importations exprimées en tonnes équivalent carcasse, auxquelles on retranche les exportations et les variations de stocks à l'intervention. Ce concept fait référence à l'ensemble des utilisations de viande sur le marché national : la consommation des ménages, les achats de viande par les collectivités et la restauration, et ceux des entreprises de transformation comme les conserveries, les charcuteries ou les traiteurs.

■ La consommation des seuls ménages est issue, en quantité comme en prix, des travaux de l'institut Secodip. Elle représente environ 30 % de la consommation globale évaluée par bilan pour les

viandes bovine, ovine et de volailles. Cette part tombe à 20 % pour la viande de porc dont une part importante est transformée en charcuterie. Les 70 ou 80 % restant traduisent les différences de champ, les écarts inévitables entre sources statistiques, ainsi que les os et graisses retirés avant la vente au détail.

■ La consommation de viande bovine est suivie hebdomadairement. On construit pour cela un indicateur en rapportant la consommation hebdomadaire de l'année en cours à celle de la même semaine d'une période de référence. La référence choisie est la moyenne des années 1995 et 1998, deux années qui sont les plus représentatives des variations saisonnières, car situées avant la crise de 1996 et après le retour à la normale. L'indicateur est de plus « lissé » à l'aide de moyennes mobiles calculées sur trois semaines.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Agreste : la statistique agricole

Direction des affaires financières. SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES

251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 01 49 55 85 85 — Fax : 01 49 55 85 03

Directeur de la publication : José Rey ■ Rédacteur en chef : Laurent Bisault ■ Conception : Yann Le Chevalier ■ Composition : Scees

■ Impression : Imprimerie Médous, Toulouse ■ Dépôt légal : à parution ■ ISSN : 0246-1803 ■ Prix : 16 F - 2,44 € ■ © Agreste 2001